

Fermeture des CIO et régionalisation des DRONISEP :

Une réforme catastrophique annoncée sans concertation

C'est avec surprise que les PsyEN ont appris ces deux décisions par voie de presse.

Les CIO, qui accueillent chaque année des dizaines de milliers de jeunes, seraient donc condamnés à mettre la clef sous la porte ? À l'heure où la lutte contre le décrochage apparaît comme une priorité nationale, le gouvernement supprime la possibilité pour de jeunes décrocheurs de se rendre dans un lieu neutre dans lequel ils pouvaient jusqu'alors rencontrer des PsyEN. Que vont devenir ces décrocheurs ? Où pourront-ils se rendre pour sortir par le haut de leur situation ? Que vont devenir les jeunes mineurs isolés qui arrivaient sur le

territoire français, et qui étaient pris en charge par les PsyEN dans les CIO ? Le gouvernement ne le précise pas.

Alors que l'État offre l'apprentissage en cadeau au MEDEF, la régionalisation des CIO fait office de lot de consolation pour les régions. Cependant, les conséquences risquent d'être désastreuses, et cela manifeste la volonté aujourd'hui assumée du gouvernement de casser les cadres nationaux dans l'Éducation Nationale. Demain, c'est au niveau des régions que se joueront les politiques d'orientation, et ce seront les élèves des régions les plus volontaristes, qui pourront profiter d'une information à l'orientation de qualité, tandis que d'autres devront se contenter d'un service minimum.

Mobilisé contre ces réformes, le SNES-FSU a été reçu au ministère le 23 mai pour évoquer la question, mais il n'en est ressorti qu'avec de vagues réponses. Tous les CIO ne fermeraient pas, mais quelle égalité de traitement sur tout le territoire ? Où seraient affectés les PsyEN et directeurs de CIO ? Pas non plus de réponse à ce sujet.

Le 5 juin, une assemblée générale nationale a réuni plus de 600 PsyEN à Paris suivie d'une manifestation qui a attiré plus de 1200 personnes. La mobilisation des collègues est donc massive, et le SNES-FSU soutiendra toutes les actions à venir afin que le gouvernement recule sur sa politique de casse du service public d'Éducation Nationale. ■